

Mécanismes institutionnels régissant les systèmes d'intégrité du secteur public

Un système cohérent et global permettant d'assurer l'intégrité du secteur public se compose nécessairement de multiples éléments ; des mécanismes institutionnels adéquats doivent donc être mis en place pour accompagner la conception, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation permanents de ce système. Dès lors, les pays doivent fixer des mandats institutionnels clairement délimités et veiller à ce que les entités soient dotées de ressources et de capacités suffisantes pour bien exercer leurs responsabilités.

L'organisation des systèmes d'intégrité publique varie considérablement selon les pays et, dans bien des cas, les responsabilités sont partagées entre plusieurs institutions. On constate la prédominance d'une approche décentralisée dans le cadre de laquelle chaque ministère sectoriel est chargé de concevoir et de piloter l'essentiel des politiques d'intégrité, depuis les règles d'intégrité et les codes de déontologie jusqu'à la gestion des conflits d'intérêts, en passant par la transparence des activités de lobbying, le contrôle interne et la gestion des risques.

Il en va de même pour la conception des stratégies nationales d'intégrité et de lutte contre la corruption, même s'il est également fréquent que le pilotage en soit confié au centre de gouvernement (8 pays). Les centres de gouvernement peuvent endosser ce rôle pour plusieurs raisons, et notamment pour favoriser une approche plus globale, pour faciliter la coordination interinstitutionnelle et/ou pour assurer davantage de contrôle. Au Canada, par exemple, c'est le Secrétariat du Conseil du Trésor qui exerce cette fonction essentielle. Au Royaume-Uni, le Secrétariat du Cabinet tient ce rôle et dirige l'Unité commune de lutte contre la corruption, groupe interministériel chargé d'élaborer la prochaine stratégie de lutte contre la corruption.

Dans certains pays, des organes autonomes ont des rôles plus importants. Ces organes sont considérés comme indépendants, et leurs mandats peuvent dépasser le cadre du seul pouvoir exécutif. Au Mexique, par exemple, le Système national anticorruption (SNA) est mentionné dans la Constitution, et le Comité de coordination qui le pilote est présidé par un représentant issu de la société civile. Le Comité de coordination du SNA élabore le plan national d'action contre la corruption. En Lettonie, le Bureau de prévention et de lutte contre la corruption (KNAB) est la principale autorité chargée de la lutte contre la corruption depuis 2002. Ce Bureau spécialisé est chargé, entre autres activités, de préparer et de coordonner la mise en œuvre du programme national de lutte contre la corruption. Au Japon, le Conseil national de la déontologie dans la fonction publique est responsable du maintien de l'éthique relative aux fonctions des employés publics nationaux.

En outre, ces institutions sont parfois chargées de recevoir les signalements émanant de lanceurs d'alertes, auxquels cette plus grande autonomie profite, car elle offre une meilleure garantie de protection de la confidentialité et de l'anonymat. Cependant, certains pays se sont dotés d'organismes spécialement consacrés aux lanceurs d'alertes, comme le Commissariat à l'intégrité du secteur public, au Canada.

Pour des raisons similaires, il arrive fréquemment que d'autres types d'organes autonomes (comme les instituts électoraux et les institutions supérieures de contrôle des finances publiques) soient chargés des politiques relatives au financement de la vie politique (15 pays) et des politiques en matière de contrôle et d'audit (15 pays), domaines dans lesquels l'indépendance est précieuse pour assurer un contrôle effectif.

Méthodologie et définitions

Les données ont été recueillies dans le cadre de l'Enquête 2016 de l'OCDE sur l'intégrité dans le secteur public. Les répondants étaient des agents publics responsables, au sein de 31 pays de l'OCDE et 6 pays non membres de l'OCDE, des politiques d'intégrité de leurs administrations centrales/fédérales respectives.

L'expression « système d'intégrité publique » désigne un système englobant les lois, règlements, politiques et pratiques, ainsi que les responsables publics, organes et services, qui contribuent spécifiquement à l'intégrité du secteur public.

L'expression « organe ou service central d'intégrité » désigne l'instance (ministère, direction, section, division, équipe/équipe spéciale, commission, etc.) responsable des politiques d'intégrité pour l'ensemble de l'administration centrale.

L'expression « centre de gouvernement » désigne la structure administrative qui est au service de l'exécutif (c'est-à-dire du président ou du premier ministre ainsi que du gouvernement dans son ensemble). Le centre de gouvernement connaît des appellations très diverses selon les pays : secrétariat général, secrétariat du cabinet, chancellerie, bureau/ministère de la présidence, bureau du conseil des ministres, etc.

L'expression « organes autonomes » désigne les organes qui jouissent d'une indépendance financière, administrative et opérationnelle garantie par la loi (généralement dans la constitution) et qui sont chargés d'un portefeuille/programme concret.

Pour en savoir plus

OCDE (2017), *Recommandation du Conseil sur l'Intégrité Publique*, OCDE, Paris.

Notes relatives aux graphiques

Les données concernant l'Argentine, le Brésil et le Pérou ont été incluses lorsqu'elles étaient disponibles.

7.1 : L'ensemble des politiques du système d'intégrité des États-Unis est élaboré et mise en œuvre par des entités administratives distinctes dont les juridictions sont spécifiques aux différents sujets ou branches.

Mécanismes institutionnels régissant les systèmes d'intégrité du secteur public

7.1 Institutions chargées de la conception des politiques relatives au système d'intégrité

	Conception de la stratégie nationale d'intégrité et/ou de lutte contre la corruption	Conception des politiques d'intégrité en lien avec :					
		Code de déontologie/ d'éthique pour les agents publics	Conflits d'intérêts des agents publics	Lanceurs d'alerte	Lobbying	Financement des partis politiques et des campagnes électorales	Audit et contrôle internes au sein du pouvoir exécutif
Allemagne	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲■
Australie	▲	●	●	●	●	●	●
Autriche	▲◆	●▲	▲	●▲	▲	●	▲■
Belgique	●▲	▲	▲	▲■	▲	▲	▲■
Canada	●▲	●▲	●▲	●■	●■	■	●▲
Chili	▲■	▲	■	▲■	■	■	●▲
Corée	▲■	▲	▲	▲	▲	■	■
Espagne	●▲	●▲	●▲	□	●▲	●▲	●▲
Estonie	▲	-	▲	▲	▲-	-	■
Etats-Unis	□	▲	▲	▲	●▲-	▲■	●▲■
Finlande	▲	▲◆	▲	▲	□	▲■	▲
France	▲	▲■	▲■-	▲	▲■	▲■	▲■◆
Grèce	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●▲■
Hongrie	▲	■	●▲	■	▲	▲■	▲
Irlande	□	-	▲	▲	▲	▲	-
Islande	●▲	●	●■	●▲	●▲	▲■	▲
Italie	■	▲■	■	▲■	-	-	▲■-
Japon	●■	●▲■	●■	■	□	-	▲
Lettonie	■	●	■	●	■	■	▲
Mexique	■	▲	▲	▲	■	■	▲■
Norvège	□	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Nouvelle-Zélande	●▲	●▲■	●▲■	●▲■	●■	●▲■	●▲■
Pays-Bas	▲	▲	▲	■	▲	▲	▲
Pologne	▲	●	□	▲	●	■	▲
Portugal	■	■	■	■	□	■	▲
République slovaque	▲	▲	●▲	▲	□	▲	●▲■
République tchèque	▲	▲	▲	▲	▲	▲■	▲■
Royaume-Uni	●◆	●	●	●	●	■	●■
Slovénie	●▲■	●▲■	●▲■	▲■	▲■	▲	▲
Suède	■	■	■	■	□	-	-
Suisse	▲■◆	▲	▲	▲■	●	●	▲■
Total OCDE							
● Centre de gouvernement	8	11	10	7	9	5	9
▲ Ministère ou service d'un ministère	21	21	21	21	16	16	25
■ Organe autonome	10	8	10	12	7	15	15
◆ Comité interinstitutions	3	1	0	0	0	0	1
□ s.o.	3	0	1	1	5	0	0
- Autre	0	2	1	0	3	4	3
Argentine	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Brésil	●	▲	▲	□	□	■	▲
Colombie	●▲■	■	▲	■	●	■	●▲■
Costa Rica	●	▲	▲■	▲■	□	■	◆
Lituanie	●■◆	●	■	□	■	■◆	▲-
Pérou	◆	●	●	●■◆	◆	■◆	■

Source : OCDE (2016), Enquête sur l'intégrité dans le secteur public, OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539097>

